



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

boulangerie et pâtisserie

Question écrite n° 11923

Texte de la question

M. Maurice Leroy souhaite attirer l'attention de Mme le secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat sur les dangers qui pèsent sur le secteur professionnel de la boulangerie-pâtisserie. Un arrêt récent du Conseil d'Etat vient d'annuler l'arrêté du 12 décembre 1995 qui réservait l'appellation de boulanger aux seuls professionnels assurant sur place l'ensemble des phases de fabrication du pain, du pétrissage de la pâte jusqu'à la cuisson du pain. Cet arrêté avait donc pour objet de garantir une information claire du consommateur. Désormais, il pèse un danger réel sur les milliers d'artisans qui représentent et contribuent à préserver la richesse culturelle de notre pays, du fait de la prolifération des terminaux de cuisson et de l'extension des grandes surfaces. Il convient de préserver, par voie législative si nécessaire, l'identité des métiers artisanaux tels que celui du boulanger. Il lui demande ce que le Gouvernement compte faire en ce domaine pour pallier le vide juridique qui menace à la fois de nombreux emplois et l'image culturelle de notre pays.

Texte de la réponse

A la suite de l'annulation le 29 décembre 1997 par le Conseil d'Etat des dispositions de l'arrêté du 12 décembre 1995, relatif à l'appellation et à l'enseigne de boulangerie, et pour répondre aux préoccupations des boulangers afin que l'origine artisanale de leurs pains puisse être bien identifiée, la loi n° 98-405 du 25 mai 1998 déterminant les conditions juridiques de l'exercice de la profession d'artisan boulanger a été publiée au Journal officiel du 26 mai 1998. Selon cette loi, les appellations et enseignes de « boulanger » et « boulangerie » seront réservées aux professionnels assurant l'intégralité de la production des pains (du choix des matières premières jusqu'à la vente au consommateur) ; par ailleurs, elle exclut formellement congélation et surgélation. Cette dénomination peut également être utilisée lorsque le pain est vendu de façon itinérante par le professionnel, ou sous sa responsabilité, qui remplit les conditions mentionnées ci-dessus. Les contrevenants à ces dispositions seront soumis aux sanctions prévues à cet effet. Parallèlement à la protection des appellations et enseignes, la secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat a souhaité que la qualité des produits vendus par les boulangeries artisanales soit confirmée. C'est pourquoi ses services ont engagé, en concertation avec la profession, une réflexion en vue d'élaborer un cahier des charges définissant les méthodes de fabrication artisanales des pains. Un tel texte permettra de renforcer l'information des consommateurs en ce qui concerne l'origine et les méthodes de fabrication des pains. Les intérêts de la profession de boulanger, auxquels la ministre est particulièrement attentive, ont donc été pris en compte. Les objectifs de qualité et de transparence de l'information poursuivis sont également de nature à satisfaire les consommateurs.

Données clés

Auteur : [M. Maurice Leroy](#)

Circonscription : Loir-et-Cher (3^e circonscription) - Union pour la démocratie française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 11923

Rubrique : Commerce et artisanat

Ministère interrogé : PME, commerce et artisanat

Ministère attributaire : PME, commerce et artisanat

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 23 mars 1998, page 1594

Réponse publiée le : 22 juin 1998, page 3494